



Avec les 9, pour une rentrée combative !

Nos neuf organisations se sont réunies le 3 septembre pour faire le point et envisager les perspectives de rentrée pour continuer le combat pour la défense des personnes retraitées et personnes âgées.

Une rentrée inquiétante ?

Après les élections européennes comme après les élections législatives à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale, nos revendications restent les mêmes :

- Défense du pouvoir d'achat et revalorisation de nos pensions.
- Défense du système de santé et de l'accès aux soins.
- Défense de tous les services publics, indispensables à la dignité et à la qualité de vie des personnes retraitées.

Après 50 jours d'un gouvernement démissionnaire mais prolongé, un nouveau Premier ministre vient d'être nommé par le président. Peut-on penser, ayant soutenu la politique présidentielle, qu'il puisse apporter une inflexion sociale à la politique de ce pays ?

On sait que les budgets publics ont déjà été préparés par l'ancien gouvernement et que les économies demandées aux services publics, dont l'hôpital et l'école, se chiffrent par dizaines de milliards.

Aussi, pour le groupe des 9, pas question de reculer sur nos revendications !

Notre base revendicative est donc inchangée.

- **Pouvoir d'achat** : nous demandons une hausse de 10 % de toutes les pensions, une revalorisation des minimas de pension, dans le public comme le privé. La perte du pouvoir d'achat des retraités s'élève, depuis début 2017 jusqu'au 1^{er} juillet 2024 à 5,3 points (18,9 % d'inflation - 13,6 % de revalorisation de la pension), et la somme des pertes pendant les 90 mois de cette période s'élève à 3 mois de pension : revalorisation et rattrapage des pensions de base et complémentaires !
- **Santé** : la préparation du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) est source de toutes les inquiétudes compte tenu des manques de personnels de santé, de lits, de crédits. La fin annoncée du numérus clausus n'a pas entraîné d'améliorations dans la situation des établissements. A Nantes, et dans bien d'autres établissements, services d'urgence, etc. ce sont des patients qui décèdent faute de moyens. On ferme des maisons de retraite, des EHPAD, par souci d'économie. Nous ne laisserons pas faire.
- **Services publics** : nous n'allons plus à l'école, en Fac, mais nos enfants et petits-enfants y vont. Auront-ils assez d'enseignants devant eux ? Subiront-ils les classes de niveau ? Auront-ils accès aux filières de leur choix ? Quid de l'accès aux transports publics, quid de la fracture numérique et du tout internet pour plus de suppressions de postes ?

Alors, on se bat !

Notre intersyndicale a donc décidé de lancer une grande campagne de dénonciation et de mobilisation autour de cette question : difficultés pratiques, géographiques et financières pour accéder aux services de soin et de santé. Initiative qui va s'inscrire dans la durée. La situation du secteur de l'autonomie, faute de loi de programmation, est catastrophique. Les tarifs des complémentaires santé, indispensables si on veut se soigner, ne cessent d'augmenter.

Un questionnaire, envoyé aux équipes locales en juin, recense les dysfonctionnements, les besoins et aussi les mobilisations dans les départements, celles qui ont eu lieu et celles qui se poursuivent. Il est important de nous le faire remonter après que les camarades des départements l'ont complété. Tout est recevable : difficultés financières, fermeture de services, refus de droits, inflation et ses conséquences sur la vie quotidienne, etc.

Nous alerterons le 9 octobre !

Nous avons convenu d'organiser une

Conférence de presse dans tous les départements

Le 9 octobre 2024

Elles feront le bilan de la situation au plan local comme national, à partir de l'analyse des questionnaires que vous aurez fait remonter et qui vous sera communiquée.

Cette journée d'alerte et d'information s'inscrit dans la préparation de nouvelles mobilisations et de l'organisation d'une action nationale à déterminer.

Réunissez-vous, discutez, proposez !

On ne lâche rien !

Cathy Cau (UCR-CGT, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil cedex)

Paul Barbier (UCR-FO, 141 avenue du Maine, 75680 Paris cedex 14)

Laurence Naudin (UNAR-CFTC, 45 rue de la Procession, 75015 Paris)

Yvon Le Goffic (UNIRetraités CFE-CGC, 42 avenue de la Porte de Clichy, 75017 Paris)

Marylène Cahouet (FSU, 22 rue de la Malmaison 93 170 Bagnole)

Gérard Gourguechon (UNIRS-Solidaires, 31 rue de la Grange aux Belles, 75010 Paris)

Jacques Brillet (FGR-FP, 20 rue Vignon, 75009 Paris)

Roger Perret (Ensemble & Solidaires - UNRPA, 47 bis rue Kléber, 93400 St Ouen)

Bernard Serra (LSR, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil)